

Investissements privés et publics

Perspectives québécoises 2015

À compter de l'enquête sur les dépenses réelles de 2013, l'Enquête sur les dépenses en immobilisation et en réparation a connu un remaniement majeur qui affecte la disponibilité et la présentation des données. En outre, la composante du logement n'est plus incluse dans le total diffusé, les logiciels et la prospection pétrolière, minière et gazière sont dorénavant classés comme produits de propriété intellectuelle (et non plus comme machines et matériel ou construction non résidentielle, respectivement), et les données ne sont plus ajustées pour répondre au concept de formation brute de capital fixe selon la comptabilité nationale. De plus, depuis l'année de référence 2013, les compagnies détenant des contrats de crédit-bail ne déclarent plus la valeur de ces dépenses. Enfin, les données de dépenses en immobilisation ont été estimées à nouveau pour la période 2006 à 2012 à l'aide d'une technique d'extrapolation rétrospective, rendant la comparaison avec les anciennes séries de données impossible. Les schémas de confidentialité ont été réutilisés sur les nouvelles estimations.

Selon les perspectives 2015, l'investissement devrait atteindre 37,3 milliards de dollars au Québec, une hausse de 2,7 % par rapport à 2014. Il s'agit d'une croissance supérieure à celle anticipée au Canada, où l'on s'attend à une décroissance de 4,9 % pour 2015. En 2014, l'investissement a diminué de 5,3 % au Québec par rapport à 2013, alors qu'il a crû de 3,4 % au Canada.

Parmi les provinces et territoires, le Nunavut est celui dont les dépenses en immobilisation décroissent le plus en 2015, avec une diminution de 37,8 %, suivi de la Saskatchewan (– 12,9 %) et de l'Alberta (– 11,0 %). À l'opposé, le Territoire du Nord-Ouest (+ 26,0 %) et le Nouveau-Brunswick (+ 11,9 %) sont les régions où la croissance attendue est la plus importante. L'Alberta et l'Ontario sont les deux provinces les plus importantes en termes d'investissements, avec respectivement 82,0 G\$ et 61,4 G\$ d'investissements attendus en 2015. La structure industrielle est toutefois bien différente : en Alberta, plus de la moitié (44,0 G\$) de tous les investissements se retrouvent dans le secteur de l'extraction minière, de pétrole et gaz alors qu'en Ontario, cinq secteurs présentent des dépenses en immobilisation supérieures à cinq milliards de dollars (Alberta : deux secteurs).

Troisième baisse consécutive de l'investissement privé

L'investissement privé au Québec diminue de 2,4 % en 2015, suivant des

reculs de 9,7 % en 2014 et de 8,0 % en 2013. Cette diminution anticipée de l'investissement privé est à la fois due aux dépenses en construction non résidentielle (– 4,1 %) et en machines et matériel (– 0,8 %). Du côté de l'investissement public, on anticipe une croissance de 8,0 % en 2015, alors qu'il s'était légèrement replié en 2014 (– 0,2 %). La croissance de l'investissement public en 2015 est plus prononcée dans les investissements en machines et matériel (+ 12,2 %) qu'en construction (+ 7,0 %).

Investissement dans les industries productrices de biens

Dans les industries productrices de biens, l'investissement diminue de 0,5 % en 2015, suivant les diminutions de 9,9 % en 2014 et de 1,8 % en 2013. Ce faisant, l'investissement de ces industries atteindra 14,3 G\$.

Dans le secteur de l'agriculture, où les investissements des dernières années ont été presque également répartis

Tableau 1
Dépenses en immobilisation ventilées selon certaines composantes, Québec, 2013-2015

Composante	2013	2014	2015	Variation	
				2014 /2013	2015 /2014
				%	
	M\$ courants				
Industries productrices de biens	15 998,1	14 409,1	14 342,1	– 9,9	– 0,5
Construction non résidentielle	10 342,4	9 294,7	9 005,9	– 10,1	– 3,1
Machines et équipement	5 655,7	5 114,5	5 336,2	– 9,6	4,3
Industries productrices de services	22 366,6	21 928,6	22 980,2	– 2,0	4,8
Construction non résidentielle	15 066,6	13 957,3	14 866,2	– 7,4	6,5
Machines et équipement	7 299,9	7 971,2	8 114,1	9,2	1,8
Total	38 364,7	36 337,7	37 322,3	– 5,3	2,7
Construction non résidentielle	25 409,0	23 252,0	23 872,1	– 8,5	2,7
Machines et équipement	12 955,6	13 085,7	13 450,3	1,0	2,8
Secteur privé	20 527,3	18 530,9	18 087,2	– 9,7	– 2,4
Construction non résidentielle	10 450,2	9 049,1	8 681,9	– 13,4	– 4,1
Machines et équipement	10 077,2	9 481,7	9 405,2	– 5,9	– 0,8
Secteur public	17 837,3	17 806,9	19 235,2	– 0,2	8,0
Construction non résidentielle	14 958,9	14 202,9	15 190,1	– 5,1	7,0
Machines et équipement	2 878,5	3 604,0	4 045,0	25,2	12,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation et réparation, 6 juillet 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

entre la construction et les machines et matériel, on anticipe un recul de 2,4 %, suivant une croissance de 3,0 % en 2014.

Pour sa part, l'investissement minier diminue légèrement (– 0,8 %) en 2015, faisant suite à deux reculs prononcés en 2013 (– 10,0 %) et en 2014 (– 36,4 %). Par rapport à 2012, année pour laquelle 4,0 G\$ ont été investis dans ce secteur, c'est 1,7 G\$ de moins qui est attendu en 2015 (2,3 G\$).

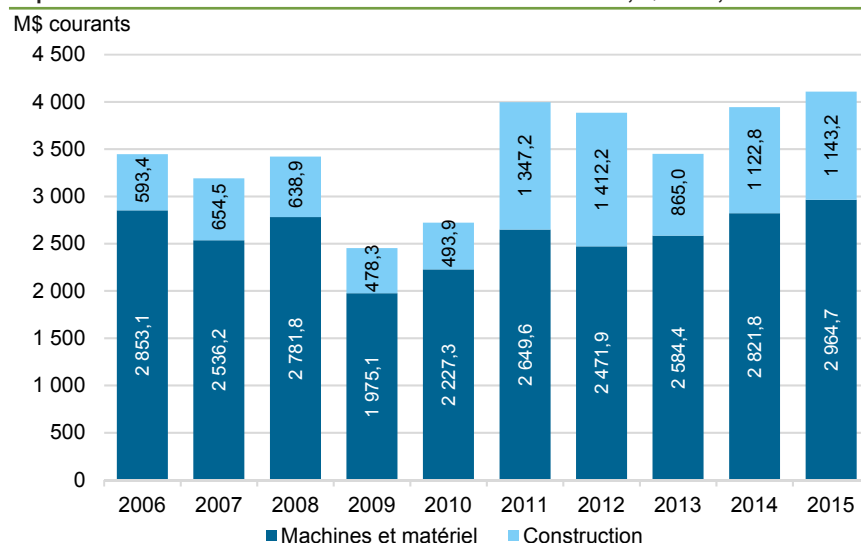
Le secteur des services publics recule de 2,5 % en 2015 pour atteindre 6,2 G\$, suivant une diminution de 11,5 % en 2014. Malgré cette diminution, le secteur des services publics demeure le plus important en termes d'investissement dans les industries productrices de biens avec 43,0 % du total.

Dans le secteur de la fabrication, où les investissements sont plus concentrés en machines et matériel, on anticipe une croissance de 4,1 % en 2015, suivant une forte croissance de 14,1 % en 2014. C'est plus de quatre milliards de dollars d'investissements qui sont attendus dans le secteur en 2015, un sommet jamais atteint au cours des dix dernières années. De ces investissements, près des trois quarts seront investis en machines et matériel, soit trois milliards de dollars.

C'est dans le sous-secteur de la première transformation des métaux où les investissements attendus en 2015 sont les plus élevés (563,6 M\$, en

Figure 1

Dépenses en immobilisation dans le secteur de la fabrication, Québec, 2006-2015



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation et réparation*, 6 juillet 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

croissance de 35,1 %), suivi de près par le sous-secteur de la fabrication de produits minéraux non métalliques (523,6 M\$), secteur caractérisé par des investissements massifs ces deux dernières années. Le sous-secteur de la fabrication de produits du pétrole et du charbon se replie pour sa part de 29,0 % et celui de la fabrication de matériel de transport de 21,5 %.

Investissements dans les industries productrices de services

Les industries productrices de services dans l'ensemble progressent de 4,8 %

en 2015, suivant une diminution de 2,0 % en 2014. L'investissement dans ces industries atteindrait 23,0 G\$. Les investissements en construction de ces industries augmentent de 6,5 % pour atteindre 14,9 G\$, alors que ceux en machines et matériel croissent de 1,8 % et s'élèvent à 8,1 G\$.

Principal secteur en termes d'investissements dans les industries productrices de services, l'investissement des administrations publiques augmente de 21,3 % en 2015 pour s'élever à 8,5 G\$, suivant une croissance de 1,7 % en 2014. Tous les niveaux des administrations publiques sont en croissance. Les

Tableau 2

Dépenses en immobilisation de certains sous-secteurs de la fabrication, Québec, 2010-2015

Industrie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Variation	
							2014	2015
							/2013	/2014
M\$ courants							%	
Fabrication d'aliments	325,4	353,7	430,6	323,8	362,6	363,6	12,0	0,3
Fabrication de produits en bois	209,0	164,6	92,4	160,5	169,7	180,3	5,7	6,2
Fabrication du papier	84,1	301,9	338,5	270,2	377,6	335,6	39,7	− 11,1
Impression et activités connexes de soutien	131,9	38,7	59,6	35,2	64,7	F	83,8	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	185,2	334,8	216,4	466,0	477,8	339,2	2,5	− 29,0
Fabrication de produits chimiques	270,2	313,0	258,0	276,2	274,5	265,5	− 0,6	− 3,3
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	154,3	180,3	153,4	259,4	161,3	179,4	− 37,8	11,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	250,1	305,4	240,2	84,6	431,0	523,6	409,5	21,5
Première transformation des métaux	445,3	1 088,4	1 176,8	416,6	417,2	563,6	0,1	35,1
Fabrication de produits métalliques	136,5	183,1	118,1	153,0	201,2	175,3	31,5	− 12,9
Fabrication de machines	35,6	88,9	108,6	106,6	F	308,3	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques	45,6	122,7	78,5	60,3	63,9	64,3	6,0	0,6
Fabrication de matériel, d'appareils et de composantes électriques	53,6	34,2	51,7	54,9	42,1	37,4	− 23,3	− 11,2
Fabrication de matériel de transport	173,6	187,9	350,7	544,4	494,3	387,9	− 9,2	− 21,5
Fabrication de meubles et de produits connexes	38,8	43,9	33,2	x	33,3	47,0	..	41,1
Total - Fabrication	2 721,2	3 996,8	3 884,1	3 449,3	3 944,5	4 107,9	14,4	4,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation et réparation*, 6 juillet 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

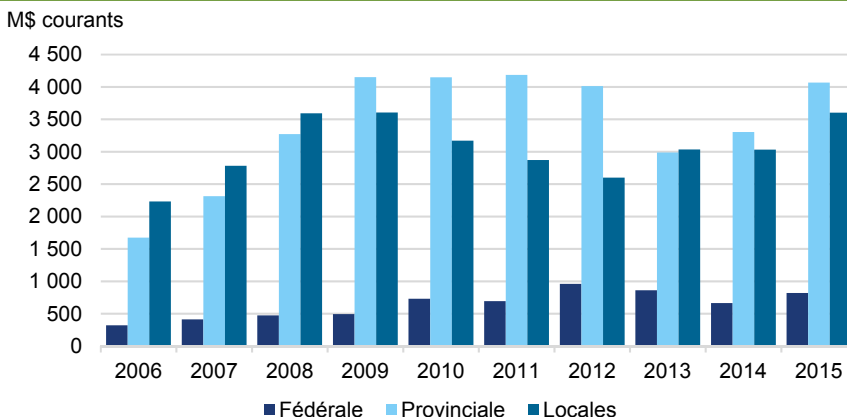
investissements de l'administration publique fédérale augmentent de 23,3 %, dont une croissance de 64,3 % des investissements en machines et matériel. L'administration publique provinciale investira plus de quatre milliards de dollars en 2015, en croissance de 23,2 % par rapport à 2014, tandis que les administrations publiques locales investiront 3,6 G\$, en hausse de 18,8 %.

Deuxième industrie de service en importance, le secteur du transport et de l'entreposage augmente fortement en 2015 (+ 17,6 %) pour atteindre 3,1 G\$, principalement alimenté par les investissements dans le transport en commun et le transport terrestre de voyageurs. Les dépenses en immobilisation de ce secteur en machines et matériel augmentent de 29,9 % pour s'élever à 1,9 G\$. Viennent ensuite le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (2,2 G\$) et des services d'enseignement (2,1 G\$), deux secteurs à forte prépondérance publique.

Dans les secteurs du commerce, le commerce de gros augmente de 3,7 %

Figure 2

Dépenses en immobilisation des administrations publiques générales, Québec, 2006-2015



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation et réparation*, 6 juillet 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

en 2015, faisant suite à la contraction de 12,7 % en 2014, pour atteindre 660,5 M\$. Le commerce de détail diminue pour sa part de 3,0 % en 2015 et s'élève à 1,2 G\$.

Le secteur des arts, spectacles et loisirs recule de façon prononcée deux an-

nées consécutives en 2014 (- 10,8 %) et en 2015 (- 20,3 %), après avoir atteint un sommet de 423,4 M\$ en 2013. L'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques, où la baisse est la plus prononcée en 2015, diminue de 32,3 %.

Tableau 3

Dépenses en immobilisation ventilées selon l'industrie, Québec, 2010-2015

Industrie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Variation	
							2014 /2013	2015 /2014
	M\$ courants						%	
Industries productrices de biens	11 797,9	14 344,5	16 285,6	15 998,1	14 409,1	14 342,1	- 9,9	- 0,5
Agriculture, foresterie, pêche (excluant chasse et piégeage)	755,5	702,3	743,2	672,3	692,2	675,9	3,0	- 2,4
Extraction minière, de pétrole et gaz	1 935,4	2 555,7	4 034,7	3 629,8	2 309,0	2 290,3	- 36,4	- 0,8
Services publics	5 300,2	5 954,4	6 609,9	7 154,4	6 332,5	6 171,3	- 11,5	- 2,5
Construction	1 085,6	1 135,3	1 013,7	1 092,3	1 130,9	1 096,7	3,5	- 3,0
Fabrication	2 721,2	3 996,8	3 884,1	3 449,3	3 944,5	4 107,9	14,4	4,1
Industries productrices de services	22 917,9	22 665,9	23 906,0	22 366,6	21 928,6	22 980,2	- 2,0	4,8
Commerce en gros	703,1	622,5	676,2	729,7	636,7	660,5	- 12,7	3,7
Commerce de détail	1 044,3	1 038,4	1 385,2	F	1 227,1	1 189,8	..	- 3,0
Transport et entreposage	1 480,8	1 951,2	2 483,7	2 724,3	2 666,3	3 135,4	- 2,1	17,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 264,8	1 023,2	1 023,4	1 359,9	1 513,5	1 477,9	11,3	- 2,4
Finance et assurances ¹	3 116,2	2 587,8	2 803,5	x	397,5	329,5	..	- 17,1
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1 910,5	1 204,3	1 476,5	1 801,4	1 803,0	1 691,3	0,1	- 6,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	399,8	562,3	484,0	485,8	514,7	348,6	5,9	- 32,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	5,4	11,0	8,3	x	76,7	58,5	..	- 23,7
Services d'enseignement	1 719,1	1 846,6	1 735,4	1 814,1	1 835,1	2 058,5	1,2	12,2
Soins de santé et assistance sociale	1 882,0	2 371,8	2 585,8	x	2 769,7	2 208,3	..	- 20,3
Arts, spectacles et loisirs	307,5	250,3	321,7	423,4	377,5	300,7	- 10,8	- 20,3
Hébergement et services de restauration	502,9	705,8	697,6	F	681,1	725,2	..	6,5
Administrations publiques	8 050,8	7 750,0	7 572,2	6 883,9	6 999,4	8 489,3	1,7	21,3
Autres industries productrices de services	530,8	740,9	652,4	x	430,2	306,7	..	- 28,7
Total	34 715,8	37 010,4	40 191,6	38 364,7	36 337,7	37 322,3	- 5,3	2,7
Secteur privé	17 454,0	19 564,6	22 320,9	20 527,3	18 530,9	18 087,2	- 9,7	- 2,4
Secteur public	17 261,8	17 445,8	17 870,7	17 837,3	17 806,9	19 235,2	- 0,2	8,0

1. Les données des années 2012 et antérieures ne sont pas comparables aux données réelles 2013 et suivantes.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation et réparation*, 6 juillet 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Investissement selon les types d'actifs

En 2013, c'est 25,4 G\$ qui ont été investis en construction non résidentielle : 9,6 G\$ en bâtiments non résidentiels et 15,8 G\$ en travaux de génie. Selon le type de bâtiment, 4,1 G\$ ont été investis dans les immeubles commerciaux (dont 1,5 G\$ dans les centres d'achats, centres commerciaux, mail et magasins), également 4,1 G\$ ont été investis dans les bâtiments institutionnels et 1,4 G\$ dans les bâtiments industriels, principalement dans les usines de fabrication.

C'est dans les infrastructures liées à l'énergie électrique que l'on retrouve les travaux de génie les plus importants : c'est 5,7 G\$ qui ont été investis en 2013. Viennent ensuite les infrastructures de génie liées aux transports avec 4,5 G\$ de dépenses en immobilisation (principalement des infrastructures routières), la construction liée aux installations minières avec 2,1 G\$ et les infrastructures d'adduction et de distribution d'eau avec 1,0 G\$.

En 2013, c'est 13,0 G\$ qui ont été investis en machines et matériel, dont 2,3 G\$ en ordinateurs, 2,0 G\$ en matériel de transformation et 1,8 G\$ en camions lourds et de poids moyen, autobus et autres véhicules automobiles. Les investissements en produits de propriété intellectuelle s'élèvent pour leur part à 2,0 G\$, dont 1,6 G\$ en logiciels.

Tableau 4

Dépenses en immobilisation selon le type d'actif, Québec, 2013

Type d'actif	2013 M\$ courants
Construction de bâtiment non résidentiel	9 575,1
Bâtiments industriels	1 383,3
Immeubles commerciaux	4 126,3
Bâtiments institutionnels	4 065,5
Travaux de génie	15 833,9
Infrastructures de génie maritime	267,9
Infrastructures de génie liées aux transports	4 467,0
Infrastructures d'adduction et de distribution d'eau	1 020,1
Infrastructures pour les eaux usées	523,3
Réseaux de communication	607,8
Infrastructures liées à l'énergie électrique	5 656,3
Construction liée aux installations de pétrole et de gaz	217,0
Construction liée aux installations minières	2 105,4
Autres travaux de génie	969,1
Matériel et outillage	12 955,6
Automobiles et camions légers	863,4
Camions lourds et de poids moyen, autobus et autres véhicules automobiles	1 846,7
Autre matériel de transport	607,3
Matériel de transformation	1 981,4
Autres machines et matériel industriels	1 378,6
Ordinateurs et matériel de bureau (sauf logiciels)	2 281,6
Télécommunications, câblodistribution et diffusion	597,8
Machines et matériel pour le commerce et les industries de services	281,0
Instruments et matériel scientifiques	632,5
Autres machines et matériel	2 485,3
Produits de propriété intellectuelle	1 976,9
Prospection pétrolière, gazière et minérale	403,4
Logiciel	1 573,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation et réparation*, 6 juillet 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Abréviations et signes conventionnels :

\$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
%	Pourcentage
F	Trop peu fiable pour être publié
x	Donnée confidentielle

2006-2013 : Données réelles
2014 : Données réelles provisoires
2015 : Perspectives

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques**.

Ont collaboré à la réalisation :
 Virginie Lachance, mise en page
 Direction des statistiques économiques et
 du développement durable
 Esther Frève, révision linguistique
 Direction des communications

Pour plus de renseignements :
 Jean-François Fortin
 Direction des statistiques économiques
 Institut de la statistique du Québec
 200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
 Québec (Québec) G1R 5T4
 Téléphone : 418 691-2411, poste 3175
 Courriel : jean-françois.fortin@stat.gouv.qc.ca

La version PDF de ce bulletin est diffusé sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
 Bibliothèque et Archives Canada
 Bibliothèque et Archives nationales du Québec
 3^e trimestre 2015

ISSN 1715-6645 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
 Institut de la statistique du Québec, 2003

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm